



AVIS DE SOLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET
N°009/ASMI/PAREC/UCG/SPM/10-2026 DU 19 OCTOBRE 2026 POUR LA SELECTION D'UN
CONSULTANT (FIRME) CHARGEE DE REALISER L'AUDIT COMPTABLE ET FINANCIER DU
PROGRAMME NATIONAL MULTISECTORIEL DE SECURITE SANITAIRE AU CAMEROUN,
COMPOSANTES IMPLEMENTEES PAR L'UGP HeSP POUR LES EXERCICES 2026, 2027 ET 2028

1. INTRODUCTION

Le Gouvernement du Cameroun a obtenu un prêt de l'International Development Association (IDA), un don du Global Financing Facility for Women, Children and Adolescents (GFF) et un don du Pandemic Funds, aux fins de mettre en œuvre les activités devant permettre d'atteindre les objectifs du Programme National Multisectoriel de Sécurité Sanitaire au Cameroun, qui comprend : le Projet Pandemic Fund et le Programme de Sécurité Sanitaire en Afrique centrale Phase III (HeSP 3).

Le Projet Pandemic Fund vise à renforcer les capacités du Cameroun en matière de préparation et de réponse aux pandémies selon l'approche « une seule santé », tandis que le HeSP3 vise à renforcer la collaboration régionale et les capacités du système de santé à prévenir, détecter et répondre aux urgences sanitaires au Cameroun. Les Objectifs de développement de ces deux initiatives visant le même but, le Gouvernement a décidé de les implémenter à travers une seule entité dénommée Programme National Multisectoriel de Sécurité Sanitaire au Cameroun.

Le Projet Pandemic Fund s'articule autour de six domaines techniques qui sont :

- (i) Surveillance des maladies : détection précoce et suivi des maladies en temps réel.
- (ii) Système de laboratoires : renforcement des capacités d'analyse et de diagnostic.
- (iii) Ressources humaines : formation et déploiement des ressources humaines.
- (iv) Coordination : articulation des acteurs et Centres de Coordination des Opérations des Urgences de Santé Publique (CCOUSP) régionaux.
- (v) Mobilisation des ressources : Allocation stratégique des ressources.
- (vi) Gestion financière : Gestion transparente des financements.

Le programme HeSP3 quant à lui s'articule autour des cinq composantes suivantes :

Composante 1 : Prévention des urgences sanitaires – vise à améliorer la surveillance, les campagnes de vaccination et les mesures de biosécurité.

Composante 2 : Détection des urgences sanitaires – concerne le renforcement des laboratoires, des systèmes de diagnostic et d'alerte précoce.

Composante 3 : Réponse aux urgences sanitaires – appuie la gestion rapide des épidémies et des situations d'urgence sanitaire.

Composante 4 : Gestion du programme et capacité institutionnelle – soutient la coordination, le suivi-évaluation, la gestion financière et la conformité environnementale et sociale.

Composante 5 : Composante d'intervention d'urgence (CERC) : Fourniture d'une réponse immédiate à une crise ou une urgence éligible.

Ainsi, pour la mise en œuvre du Programme, il est prévu le recrutement d'un cabinet chargé de réaliser l'audit financier et comptable du Projet pour les exercices 2026, 2027, 2028.

Le Coordonnateur Général du PAREC invite les consultants (cabinets) à manifester leur intérêt en vue de fournir les services relatifs à l'activité décrite ci-dessous. Les cabinets intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution desdits services

II. OBJECTIF DE LA MISSION

L'objectif de l'audit est d'exprimer une opinion professionnelle sur la situation financière du Programme National Multisectoriel de Sécurité Sanitaire au Cameroun à la fin de chaque exercice, **pour les financements gérés par la Banque Mondiale**. Ainsi, l'auditeur s'assurera que :

- Les ressources mises à la disposition du Programme sont utilisées aux fins pour lesquelles elles ont été octroyées en vue de l'atteinte des objectifs de développement du Programme ;
- Les états financiers établis par l'Unité de Gestion du Programme, sont élaborés de manière à rendre compte des transactions financières du Programme.

III. MANDAT DU CONSULTANT

L'audit sera réalisé conformément aux normes internationales d'audit (ISA) telles que définies par la Fédération Internationale des Experts Comptables (IFAC) ou toutes normes jugées équivalentes par la Banque Mondiale, et donnera lieu à toutes les vérifications et les contrôles que l'auditeur jugera nécessaires en la circonstance. En application de ces normes d'audit, l'auditeur demandera à l'UGP, une lettre d'affirmation engageant la responsabilité des dirigeants dans l'établissement des états financiers et le maintien d'un système de contrôle adéquat.

L'auditeur devra particulièrement s'assurer que :

- a) Toutes les ressources de l'IDA, du GFF et du Pandemic Funds ont été employées conformément aux dispositions des accords de financement applicables, dans un souci d'économie et d'efficacité, et uniquement aux fins pour lesquelles elles ont été fournies.
 - b) Les fonds de contrepartie ont été obtenus et employés conformément aux dispositions des accords de financement applicables, dans un souci d'économie et d'efficacité, et uniquement aux fins pour lesquelles ils ont été fournis ;
 - c) Les biens, travaux et services financés ont fait l'objet de marchés passés conformément aux dispositions des accords de financement applicables, aux procédures de passation des marchés de la Banque mondiale, et ont été enregistrés dans les livres comptables du Programme. Les contrôles sur la passation des marchés porteront entre autres sur les documents de passation et d'exécution des contrats/ marchés ;
- L'existence de plans de passation des marchés approuvés et les preuves y afférentes ;
 - Les rapports d'évaluation des manifestations d'intérêt, les termes de référence, les lettres d'invitation pour les consultants individuels, les demandes de propositions, les dossiers d'appel d'offres, les propositions/offres des soumissionnaires, les rapports de comparaison de CV/d'évaluation des propositions/offres, les projets de contrats et PV de négociations, et les contrats/ marchés signés ;

- L'approbation par les personnes autorisées aux différentes étapes du processus de passation des marchés ;
 - Le respect des méthodes de passation approuvées dans le plan de passation des marchés et les méthodes utilisées pour les contrats signés ;
 - Les rapports déposés par les consultants, les attestations des services faits, les PV de réception des fournitures/biens/ travaux.
- d) Tous les dossiers, comptes et écritures nécessaires ont été tenus au titre des différentes opérations relatives au Programme ;
- e) Les Comptes Désignés et le compte de contrepartie sont gérés eu égard aux dispositions des accords de financement ;
- f) Les comptes du Programme ont été préparés sur la base de l'application systématique des normes du Système Comptable des Entités à But Non Lucratif (SYCEBNL), et donnent une image fidèle de la situation financière du Programme à la fin de chaque exercice, ainsi que des ressources reçues et des dépenses effectuées au cours de l'exercice clos à cette date ;
- g) La performance financière globale du Programme est satisfaisante ; notamment en comparant la réalisation des activités du Programme aux indicateurs de performance tels que décrits dans les documents du Programme. L'auditeur relèvera toutes les insuffisances et retards ainsi que leurs raisons ;
- h) L'affectation des ressources aux activités, catégories de dépenses et composantes est respectée et toute dérogation est justifiée et dûment autorisée ;
- i) Les actifs immobilisés du Programme sont réels, correctement évalués/suivis et conservés ; le droit de propriété du Programme ou des bénéficiaires sur ces actifs est établi en conformité avec les accords de financement ;
- j) Les dépenses inéligibles dans les demandes de remboursement de fonds identifiées lors de l'audit ont été remboursées dans les Comptes Désignés. Ces dépenses feront l'objet d'une note séparée dans le rapport d'audit ;
- k) Les obligations du Programme en matière de reporting financier et technique périodique, d'audit interne, de passation de marchés (respect des procédures, mise à jour périodique et approbation du plan de passation de marchés par l'IDA/Pandemic Funds, publicité, ...), de planification, budgétisation et de tenue des réunions du Comité pilotage ou de l'instance en tenant lieu, ont été respectées ;
- l) Toutes les dispositions juridiques et fiscales ont été respectées, en matière d'impôts et taxes et droits de douanes applicables au Programme, de traitement fiscal applicable aux rémunérations versées au personnel contractuel et aux consultants du Programme.

En conformité avec les normes de l'IFAC, l'auditeur devra également accorder une attention particulière aux points suivants :

- (i) **Fraude et Corruption** : Conformément à la norme ISA 240 (Prise en compte du risque de fraudes et d'erreurs lors de l'audit des comptes), l'auditeur devra identifier et évaluer les risques de fraude, obtenir ou fournir des preuves suffisantes d'analyse de ces risques et traiter de manière appropriée les fraudes identifiées ou suspectées.
- (ii) **Lois et Règlements** : En élaborant l'approche d'audit et en exécutant les procédures d'audit, l'auditeur devra évaluer la conformité du Programme aux lois et règlements qui pourraient affecter significativement les états financiers comme requis par la norme ISA 250 (Prise en compte du risque d'anomalies dans les comptes résultant du non-respect des textes légaux et réglementaires).
- (iii) **Gouvernance** : La communication avec les responsables du Programme en charge de la Gouvernance, des points d'audit significatifs en conformité avec la norme ISA 260 (Communication sur la mission avec les personnes en charge de la Gouvernance).

(iv) **Risques** : Dans l'objectif de réduire les risques d'audit à un niveau relativement faible, l'auditeur mettra en œuvre les procédures d'audit appropriées en réponse aux risques d'anomalies identifiés à l'issue de son évaluation. Cela en conformité avec la norme **ISA 330 (Procédures d'audit mises en œuvre par l'auditeur à l'issue de son évaluation des risques)**.

IV. QUALIFICATIONS DU CONSULTANT

Le Consultant doit être un cabinet d'Audit et d'Expertise Comptable indépendant, faisant profession habituelle de réviser les comptes, régulièrement inscrit au Tableau d'un Ordre des Experts - Comptables reconnu au plan international par l'IFAC ou la FIDEF, ayant une expérience confirmée en audit des états financiers des Programmes de développement et acceptable par l'IDA et le Gouvernement.

Le Consultant doit avoir une expérience de dix ans au moins dans les missions similaires (audit des états financiers des Programmes financés par les bailleurs de fonds notamment l'IDA et/ou d'autres partenaires techniques et financiers).

V. DUREE DE LA MISSION

Pour chaque exercice comptable audité, la durée de la mission est estimée à 45 jours calendaires. La mission d'audit se déroulera dans les locaux de l'Unité de Gestion du Programme et sur le terrain, en vue de l'examen physique d'un échantillon tournant de réalisations du programme.

VI. METHODE DE SELECTION ET COMPOSITION DU DOSSIER

Une firme sera choisie par la méthode de « Sélection au Moindre Coût (SMC) », décrite dans le Règlement de passation des marchés pour les emprunteurs sollicitant le financement de projets/programmes d'investissement par la Banque Mondiale, édition de février 2025.

Les manifestations rédigées en français ou en anglais devront être constituées des pièces suivantes :

- Une lettre de manifestation d'intérêt adressée au Ministre de la Santé Publique ;
- La justification de l'appartenance du cabinet à l'Ordre des Experts Comptables reconnu sur le plan international par l'IFAC, ou la FIDEF ;
- La justification du statut juridique du cabinet (Numéro d'Identification Unique ou Registre de Commerce certifiée par l'autorité compétente) datant de moins de trois (03) mois ;
- Les pièces justificatives (copies de la première page et de la page de signature des marchés/contrats similaires, PV de réception ou attestation de services fait) permettant la vérification des critères de sélection tel que présenté ci-dessus.

Toute information pertinente non justifiée sera sans importance.

VII - REMISE DES OFFRES

Les consultants intéressés peuvent obtenir les Termes de référence complets et des informations complémentaires à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables entre 8 h et 16 heures, heure locale.

Adresse : Unité de Coordination et de Gestion du Programme d'Appui à la Réforme de l'Éducation au Cameroun (PAREC), Rue Ambassade de Chine, Face Haut-Commissariat du Canada, B.P. / PO BOX : 35 450 Yaoundé – Cameroun, Tel : (+ 237) 677 61 67 60 / 699 07 61 78 , ou par Email à l'adresse owotsonguene59@yahoo.fr avec copie à enda1_2000@yahoo.fr, eyengandjomo@gmail.com, oloavenant@yahoo.fr, jan_abede@yahoo.fr.

Les manifestations d'intérêt devront être soumises par voie électronique sur la plateforme COLEPS (www.marchespublics.cm) au plus tard le **vendredi 30 octobre 2026 à 15 heures précise, heure locale**. Toutefois, dans le délai imparti susmentionné, le soumissionnaire devra déposer, une copie de sauvegarde de la manifestation d'intérêt sur clé USB sous pli scellé indiquant « COPIE DE SAUVEGARDE » à l'adresse ci-dessus.

Elles devront porter la mention ci-après :

« **AVIS A SOLlicitation DES MANIFESTATIONS D'INTERET N°009/ASMI/MINSANTE/HESP/UGP/C/2026 DU 19 OCTOBRE 2026 POUR LA SELECTION D'UN CONSULTANT (FIRME) CHARGEE DE REALISER L'AUDIT COMPTABLE ET FINANCIER DU PROGRAMME NATIONAL MULTISECTORIEL DE SECURITE SANITAIRE AU CAMEROUN, COMPOSANTES IMPLIMENTEES PAR L'UGP HeSP POUR LES EXERCICES 2026, 2027 ET 2028** ».

Les dossiers fournis dans le cadre de cet ASMI restent la propriété du Programme.

LE COORDONNATEUR GENERAL

OWOTSOGO ONGUENE Ambroise

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX - TRAVAIL - PATRIE

COOPERATION CAMEROUN - BANQUE
MONDIALE

PROGRAMME D'APPUI A LA REFORME DE L'EDUCATION AU CAMEROUN
DE L'EDUCATION AU CAMEROUN

COMITE DE PILOTAGE

UNITE DE COORDINATION ET DE GESTION



P 172885-PAREC
Crédit IDA N° 62160-CM & IDA 67930-CM
Don IDA N° D2910-CM
Don GPE TF B4072

REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE - WORK - FATHERLAND

CAMEROON - WORLD BANK COOPERATION

MINISTRE DE L'EDUCATION SUPERIEURE
ET DE LA RECHERCHE

STEERING COMMITTEE

COORDINATION AND MANAGEMENT UNIT

**CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST No009/ASMI/PAREC/UCG/SPM/10-2026 OF 19 OCTOBER 2026
FOR THE SELECTION OF A CONSULTANT (FIRM) TO CONDUCT ACCOUNTING AND FINANCIAL
AUDIT OF THE NATIONAL MULTISECTOR HEALTH SECURITY PROGRAMME IN CAMEROON,
COMPONENTS IMPLEMENTED BY THE PMU HeSP FOR THE 2026, 2027 AND 2028 FINANCIAL YEARS**

I. BACKGROUND AND RATIONALE

The Government of Cameroon has obtained a loan from the International Development Association (IDA), grants from the Global Financing Facility for Women, Children and Adolescents (GFF) and the Pandemic Fund, to implement activities for achieving the objectives of the National Multisector Health Security Programme in Cameroon, which combines the Pandemic Fund Project and the Health Security Programme in Central Africa Phase III (HeSP 3).

The Pandemic Fund Project aims to build Cameroon's pandemic preparedness and response capacities following the "One Health" approach, while HeSP3 aims to strengthen regional collaboration and build the health system's capacity in prevention, detection, and response to health emergencies in Cameroon. Considering that the development objectives of both initiatives are shared, the Government has decided to implement them through a single entity called the National Multisector Health Security Programme in Cameroon.

The Pandemic Fund Project is structured around six technical areas, namely:

- (i) Disease surveillance: early detection and real-time disease monitoring,
- (ii) Laboratory system: building of analytical and diagnostic capacities,
- (iii) Human resources: training and deployment of human resources;
- (iv) Coordination: coordination of actors and regional Public Health Emergency Operations Coordination Centres (PHEOCC),
- (v) Resource mobilisation: strategic allocation of resources,
- (vi) Financial management: transparent management of funding.

As for the HeSP3 programme, it is structured around the following five components:

Component 1: Prevention of health emergencies – which aims to improve surveillance, vaccination campaigns and biosecurity measures.

Component 2: Detection of health emergencies – which concerns the strengthening of laboratories, diagnostic and early warning systems.

Component 3: Health emergency response – which supports the rapid management of epidemics and health emergencies.

Component 4: Programme management and institutional capacity – which supports coordination, monitoring and evaluation, financial management and environmental and social compliance.

Component 5: Emergency Response Component (CERC) – which provides an immediate response to an eligible crisis or emergency.

Consequently, for the implementation of the Programme, the recruitment of a firm to carry out the accounting and financial audit of the Project for the 2026, 2027, 2028 financial years is envisaged.

The General Coordinator of the Cameroon Education Reform Support Project (PAREC) invites consultants (firms) to express their interest in providing services related to the activity described below. Interested firms must provide information demonstrating that they possess the required qualifications and relevant experience to provide these services.

II. MISSION OBJECTIVE

The objective of the audit is to express a professional opinion on the financial status of the National Multisector Health Security Programme in Cameroon by the end of every fiscal year, to **funding managed by the World Bank**. Therefore, the auditor will ensure that:

- The resources provided for the Programme are used for the purposes for which they were allocated in order to achieve the development objectives of the Programme;
- The financial statements prepared by the Project Management Unit (PMU) are presented to report the Programme's financial transactions.

III. CONSULTANT'S MANDATE

The audit will be conducted in accordance with International Standards on Auditing (ISAs) as defined by the International Federation of Accountants (IFAC) or any standards deemed equivalent by the World Bank, and will include all the verifications and tests that the auditor considers necessary in these circumstances. In accordance with these auditing standards, the auditor will request a letter of affirmation committing the responsibility of the coordinators in preparing the financial statements and the maintenance of an adequate system of controls, from the PMU.

The auditor should pay keen attention to ensuring that:

- a) All IDA, GFF and Pandemic Fund resources are used in compliance with the provisions of the applicable financing agreements, for economy and efficiency, and solely for the purposes for which they were provided for;
- b) The counterpart funds are obtained and used in conformity with the provisions of the applicable financing agreements, for economy and efficiency, and solely for the purposes for which they were provided for;
- c) The goods, works, and services funded are contracted in accordance with the provisions of the applicable financing agreements and World Bank procurement procedures, and are recorded in the Programme's accounting records. Controls on the awarding of public contracts will focus, among others, on the contract award and execution documents below :

- The existence of approved procurement plans and related evidence;
- Evaluation reports of expressions of interest, terms of reference, invitation letters for individual consultants, requests for proposals, tenders, bidders' proposals/offers, CV comparison/evaluation reports of proposals/tenders, draft contracts and minutes of negotiations, and signed contracts/agreements;
- Approval by authorised persons at the various stages of the procurement process;
- Compliance with the procurement methods approved in the procurement plan and the methods used for signed contracts;
- The reports submitted by the consultants, certificates of services provided, acceptance reports of supplies/goods/works.

d) All necessary files, accounts and records are kept for the various operations relating to the Programme;

e) The Designated Accounts and the counterparty account are managed in accordance with the provisions of the financing agreements;

f) The Programme's accounts are prepared based on the systematic application of the Accounting System for Not-for-Profit Entities (SYCEBNL) standards, present a true and fair view of the Programme's financial position at the end of each financial year, as well as the resources received and expenditures incurred during the financial year ended at that date;

g) The overall financial performance of the Programme is satisfactory, particularly when comparing the achievement of Programme activities with the performance indicators described in its documents. The auditor will identify any deficiencies and delays, along with their causes;

h) The allocation of resources to activities, expenditure categories and components is respected and any deviation is justified and duly authorised;

i) The Programme's fixed assets are real, properly valued/monitored and held; the ownership rights of the Programme or the beneficiaries over these assets are established in accordance with the financing agreements;

j) Ineligible expenses identified during the audit in the reimbursement requests are reimbursed to the Designated Accounts. These expenses will be addressed in a separate note in the audit report.

k) The Programme's obligations regarding periodic financial and technical reporting, internal audit, procurement (compliance with procedures, periodic updating and approval of the procurement plan by IDA/ Pandemic Funds, publicity, etc.), planning, budgeting and holding of Steering Committee or equivalent body meetings, are met;

l) All legal and tax provisions are respected, in accordance with taxes and custom duties applicable to the Programme, and the tax treatment applicable to the fee paid to contract employees and consultants of the Programme.

In compliance with IFAC standards, the auditor should also pay particular attention to the following aspects:

(i) ***Fraud and Corruption:*** In accordance with ISA 240 (Consideration of fraud risk and error in the audit of financial statements), the auditor shall identify and assess the risks of fraud, obtain or provide sufficient analysis evidence of these risks and appropriately deal with identified or suspected fraud.

(ii) ***Laws and Regulations:*** In developing the audit approach and performing audit procedures, the auditor will be required to assess the Programme's compliance with laws and regulations that could materially affect the financial statements as required by ISA 250

(Consideration of the risk of misstatement in the accounts resulting from non-compliance with laws and regulations).

(iii) **Governance:** Communication with Programme Managers in charge of Governance, significant audit points in accordance with ISA **260 (Mission communication with those in charge of Governance).**

(iv) **Risks :** In order to reduce audit risks to a relatively low level, the auditor will implement appropriate audit procedures in response to the risks of misstatement identified following their assessment. This will be done in accordance with ISA **330 (Audit Procedures Performed by the Auditor Following Risk Assessment).**

IV. QUALIFICATIONS OF THE CONSULTANT

The Consultant must be an independent Audit and Accounting firm, regularly engaged in auditing accounts, duly registered at the Register of the Order of Chartered Accountants, internationally recognised by IFAC or FIDEF, with proven experience in auditing the financial statements of development Programmes and acceptable to IDA and the Government.

The Consultant should have at least ten years of experience in similar missions (auditing the financial statements of Programmes financed by donors, including IDA and/or other technical and financial partners).

V. DURATION OF THE MISSION

For each audited financial year, the duration of the mission is estimated at 45 calendar days. The audit will take place at the Programme Management Unit's offices and on the field, with a view to physically examining a rotating sample of programme deliverables.

VI. SELECTION METHOD AND FILE COMPOSITION

A firm will be selected using the "Least Cost Selection (LCS)" method, as described in the Procurement Regulations for Borrowers Seeking Investment Project/Programme Financing from the World Bank, February 2025 edition.

Submissions written in French or English must include the following documents:

- A letter of expression of interest addressed to the Minister of Public Health;
- Justification of the firm's membership in the Register of the Order of Chartered Accountants internationally recognised by IFAC or FIDEF;
- Proof of the firm's legal status (Unique Identification Number or Trade Register certified by the competent authority) dated less than three (03) months ago;
- Supporting documents (copies of cover and the signature pages of similar contracts, acceptance reports or certificate of services provided) allowing for verification of the selection criteria as presented above.

Any relevant information that is not substantiated will be deemed irrelevant.

VII - SUBMISSION OF BIDS

Interested consultants can obtain the full Terms of Reference and further information from the address below, on weekdays between 8 a.m. to 4 p.m. local time. **Address: Coordination and Management Unit of the Cameroon Education Reform Support Programme (PAREC), China Embassy street, Opposite the High Commission of Canada, P.O. BOX: 35 450 Yaounde – Cameroon, Tel: (+ 237) 677 61 67 60 / 699 07 61 78, or via Email to** owotsonguene59@yahoo.fr **with copy to** endal_2000@yahoo.fr , eyengandjomo@gmail.com , oloavenant@yahoo.fr , jan_abede@yahoo.fr .

Expressions of interest must be submitted electronically via the COLEPS platform (www.marchespublics.cm) no later than **friday, 30 October 2026, at 3:00 p.m. local time**. However, within the aforementioned deadline, the bidder must also submit a backup copy of the expression of interest on a USB drive in a sealed envelope marked "BACKUP COPY" to the address above.

They must bear the following label:

"CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST No009/ASMI/PAREC/UCG/SPM/10-2026 OF 30 OCTOBER 2026 FOR THE SELECTION OF A CONSULTANT (FIRM) TO CARRY OUT ACCOUNTING AND FINANCIAL AUDIT OF THE NATIONAL MULTISECTOR HEALTH SECURITY PROGRAMME IN CAMEROON, COMPONENTS IMPLEMENTED BY THE PMU HeSP FOR THE 2026, 2027 AND 2028 FINANCIAL YEARS".

The documents provided under this CEI remain the property of the Programme.

LE COORDONNATEUR GENERAL



Dieudonné I. Ambroise

